



Reconfiguration en Auvergne: premier round d'observation...

Dans la perspective d'une reconfiguration de la direction régionale à Clermont-Ferrand, le DI est venu rencontrer les agents AG/CO de la résidence de Clermont-Ferrand le 7 septembre.

Cette visite, l'une des premières du DI, ne laisse rien augurer de bon pour les services douaniers Auvergnats qui ont pourtant déjà lourdement subi les conséquences du PSD.

Le DI a souhaité rencontrer les organisations syndicales afin de discuter librement sur la reconfiguration de la direction.

Au-delà du débat sémantique sur la notion de « préfigurateur » (= liquidateur ?) et de « reconfiguration » (= suppression ?) de la direction, le DI a précisé qu'il venait avec une feuille de route vierge, que rien n'était décidé.

Pour cela il souhaite établir une étude fine sur les missions afin de cerner la charge de travail qui ne peut-être mutualisée, car une simple étude sur les effectifs ne suffit pas.

Son objectif est de stabiliser la chute des ER afin que chaque agent puisse travailler sereinement sans s'engager sur un effectif « cible ».

Il compte sur un partenariat avec les OS pour mettre le point final à son étude. Le projet pourra être une structure autre qu'une DR, tout en répondant aux critères de géographie adaptée et de proximité moderne.

Un GT est programmé à Lyon le 21 septembre sur cette reconfiguration et le DI reviendra voir les agents le 30 septembre.

Les OS ont fait remarquer :

- que l'administration dispose déjà d'outils statistiques et de (nombreux) rapports sur l'activité des services de la direction,
- que les spécificités locales (éloignement géographique de la DI, 4 départements à couvrir, présence de PME dynamiques, axes autoroutiers sensibles, reclassement dans le bassin d'emploi très difficile) sont largement connus de la DG,
- que le projet demande à être clarifié avant d'être discuté, le DI devant préciser quelles missions et quel effectif sont, selon lui, pérennes,
- qu'il est trop tôt pour aborder l'accompagnement social,
- la violence des restructurations subies par les douaniers auvergnats ces dernières années,
- que les douaniers Auvergnats, compétents et travailleurs, aux résultats largement présents, sont les seuls à devoir justifier leurs missions,
- que l'Auvergne semble servir de laboratoire expérimental,
- l'importance des instances de dialogue social pour discuter de ce projet et la nécessité d'une trace écrite lors des groupes de travail.

Les précédentes « reconfigurations » de notre direction ont conduit à la fermeture de services dans 3 des 4 départements auvergnats. Nous allons donc rester très vigilants sur les propositions qui nous seront faites par la DI.

Dès le 21 septembre, nous serons mobilisés pour défendre un service public douanier de qualité et de proximité en Auvergne.